

Réseau Capacitation Citoyenne

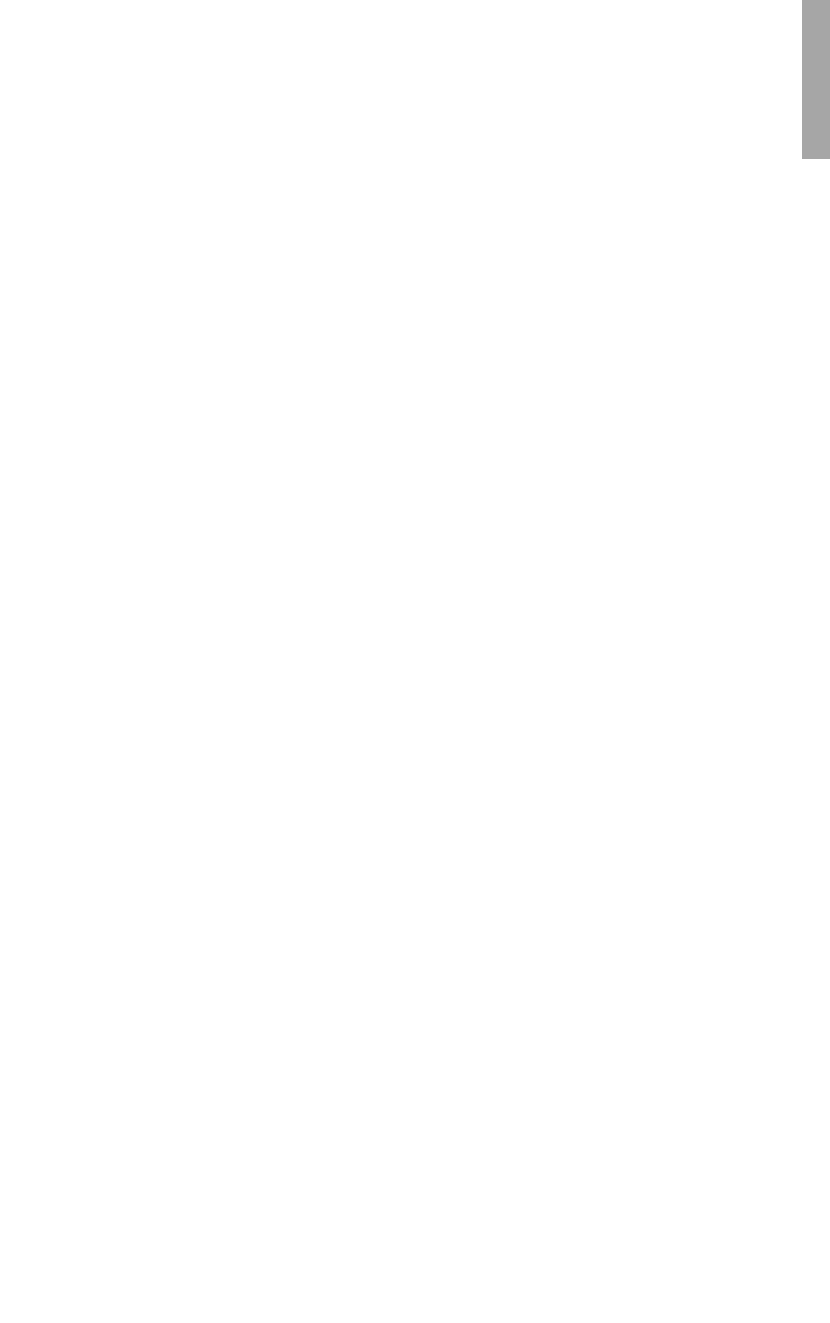
Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville

Le Budget Participatif de Porto Alegre

Réseau Capacitation Citoyenne

**Pas de
formation
citoyenne sans
action sur le réel,**

**le Budget Participatif
de Porto Alegre**



Préambule	1
-----------	---

Le Budget Participatif de Porto Alegre	5
---	---

Le Budget Participatif et le réseau Capacitation Citoyenne	9
---	---

Sujets abordés	11
<i>Santé, Culture, Développement de la ville..., le Budget Participatif touche tous les domaines de la vie en ville</i>	

Publics	13
<i>Une démarche qui s'adresse à tous les habitants</i>	

Echelles de territoire	16
<i>Une pratique démocratique qui, partant du quartier, permet peu à peu à l'habitant de se sentir concerné par l'ensemble de la ville</i>	

Règles	21
<i>Co-élaborées par les habitants et le maire, elles sont révisables chaque année</i>	

Influence sur l'action publique 23

*Le Budget Participatif bouscule profondément
les relations maire - habitants - services*

Transformation des participants 27

*La transformation des conditions de vie
quotidienne des plus pauvres s'accompagne
d'une transformation psychologique et sociale*

Préambule

Ce livret fait partie d'une série. Il est une des cartes d'identité du réseau constitué dans le cadre de notre étude-action. Celle-ci met en relation, pour qu'elles se fécondent réciproquement, des expériences de formation à la gestion urbaine et sociale de la ville, menées au Brésil, au Sénégal et en France.

A Fortaleza au Brésil, en réponse à une demande d'organisations de base, le "Cearah Periferia", une ONG locale, a mis en place une formation de leaders de quartiers populaires pour leur permettre de devenir des interlocuteurs crédibles sur les questions urbaines.

Au Sénégal, des associations, notamment les “Associations Sportives et Culturelles”, qui ont pris en charge une part importante des responsabilités qui devraient être assumées par l’action publique, se regroupent pour créer autour du “CERPAC” un centre de ressources, de formation et d’échanges.

En France, les populations engagées dans des processus collectifs ne formulent que rarement des demandes explicites de “formation”. En revanche, certaines s’interrogent sur les moyens qui favorisent et améliorent leurs capacités à intervenir et participer à l’action collective, sur les chemins qui permettent à l’individu isolé d’être mieux armé pour pouvoir intervenir avec d’autres dans un projet social.

Nous n’avons pas trouvé dans la terminologie française le mot qui corresponde à ce type de processus. Mais les Brésiliens et les Sénégalais utilisent pour cela le terme de “capacitation citoyenne”, c’est-à-dire une démarche qui permet aux gens de renforcer et développer leurs capacités à exercer leur rôle de citoyen.

C'est donc à partir de cette notion que nous avons questionné des dispositifs de participation et de formation au Brésil, au Sénégal et en France pour révéler ce qui, dans leur mode d'action, contribue à une "capacitation citoyenne" pour améliorer les capacités des participants à transformer leur rapport personnel à l'implication dans des projets collectifs, voire même dans la gestion urbaine globale.

Des travaux préalables nous ont permis d'élaborer une série de questions :

- rencontres avec des dispositifs dans l'agglomération grenobloise et dans le Nord-Pas-de-Calais ;
- séminaire à Guédiawaye dans la banlieue de Dakar, avec des acteurs du Nord-Pas-de-Calais, de l'agglomération de Grenoble, de Fortaleza, de Porto Alegre ;
- auto-évaluations de "Ville et Participation Citoyenne" à Dunkerque et de "l'Atelier de Travail Urbain" à Grande-Synthe.

Nous avons ensuite rencontré les différents dispositifs deux ou trois fois, sur la base de cette liste de questions. La série de livrets est le résultat de ce travail mené par chacun des groupes rencontrés.

Après une présentation succincte de leur expérience, son contexte, son origine, son fonctionnement, le public touché..., une seconde partie restitue leurs débats à partir de la grille de lecture, sans interprétation.

Les participants à l'élaboration de ces livrets sont différents selon les dispositifs étudiés. Ce sont parfois tous les participants du dispositif, plus souvent quelques volontaires. Ils rassemblent quelques fois aussi des élus ou des professionnels, mais plus souvent seulement des "habitants" ou des membres d'associations.

Un livret final, élaboré après une rencontre générale de représentants de tous les dispositifs étudiés, propose une synthèse et une interprétation concluant l'étude-action.

La coordination de l'étude-action



Le Budget Participatif de Porto Alegre

Porto Alegre est une ville de 1 500 000 habitants du sud du Brésil. En 1988, le Parti des Travailleurs (PT) se présente aux élections municipales, avec un double message politique, en direction des plus pauvres :

« On veut améliorer vos conditions de vie, mais on le fera avec vous. C'est vous qui nous direz ce que vous voulez. »

Dès que le nouveau maire du PT, Olívio Dutra, est élu, les communautés de base font le siège de la mairie, réclamant les investissements indispensables pour leurs quartiers. La nouvelle équipe au pouvoir à la mairie, qui n'a aucune expérience de gestion, découvre une situation financière catastrophique, puisque 98% du budget sont absorbés par les salaires des fonctionnaires, ne laissant aucune marge de manœuvre pour d'autres choix, en particulier pour intervenir en direction des plus pauvres. Devant ces grandes difficultés, le maire joue cartes sur

table avec les communautés de base. Il leur expose les difficultés budgétaires et ensemble ils cherchent à sortir de cette impasse. La première urgence pour la mairie ne consiste pas à répartir les miettes disponibles, mais à accroître de manière substantielle les recettes, tout en restant fidèle à sa priorité politique qui est de gérer la ville au profit des classes pauvres. C'est ce premier travail en commun avec la population qui jette les bases de ce qui deviendra le Budget Participatif.

Le Budget Participatif, qui s'est rôdé depuis douze ans, consiste en l'élaboration du budget de la ville par les habitants, en lien avec le maire et ses services. Le déroulement de l'exercice présente d'une année à l'autre les mêmes caractéristiques.

En mars, le maire fait le tour de chacun des 16 grands quartiers de la ville et rencontre la population au cours de grandes réunions qui regroupent sou-

vent chacune plus de mille personnes. Il présente l'état d'avancement des réalisations, les prévisions de travaux pour l'année. Chaque habitant qui le veut peut prendre la parole, l'interpeller et lui demander pourquoi telle réalisation qui avait été prévue a pris du retard.

D'avril à juin, les habitants s'organisent entre eux, se réunissent, débattent, et avec l'aide de délégués qu'ils élisent, définissent les besoins de leur quartier. C'est une phase assez intense, au bout de laquelle ils doivent avoir déterminé leurs priorités. Elles sont ensuite transmises à la mairie.

De juillet à octobre, les services de la mairie travaillent à partir de ces demandes pour bâtir le budget de la ville. Ils les chiffrent, étudient leur faisabilité technique et, à partir de là, élaborent une première hypothèse budgétaire. Au cours de cette phase, les habitants sont représentés par des

“conseillers du Budget Participatif”. Chaque quartier élit en juillet, pour un an, deux habitants avec un mandat très clair : veiller à ce que les choix des habitants soient respectés lors de l'établissement du budget. Ces nouveaux conseillers du Budget Participatif suivent, en août, une formation sur les finances publiques communales, qui leur permet de discuter techniquement avec les services. En septembre et octobre, de fréquents allers-retours entre les services et ces conseillers aboutissent au budget final qui est officiellement présenté au vote de la chambre municipale, fin novembre.

En décembre, les habitants et le maire corrigent éventuellement les règles du processus si cela s'avère utile.

Le Budget Participatif et le réseau Capacitation Citoyenne

Il a paru intéressant de faire un livret “Capacitation Citoyenne” sur le Budget Participatif de Porto Alegre, même si le travail sur ce livret prend une forme un peu différente des autres. En effet, il ne nous a pas été possible de l’écrire sur place avec un aller-retour avec les habitants. Cependant, il nous a paru indispensable de le faire d’une autre manière, car les responsables du Budget Participatif ont fortement contribué à l’élaboration de nos principaux concepts :

Crèche obtenue par le Budget Participatif dans la favela Santa Teresa au Brésil.



d'une part, en février 99 lors des rencontres "Capacitation Citoyenne" à Dakar auxquelles ils ont participé ; d'autre part, en novembre 99, lors du voyage à Porto Alegre de deux membres de l'équipe de recherche, Martine Toulotte et Sidiki Daff, qui ont pu, avec les habitants, mesurer l'impact du Budget Participatif.

Il serait vain de vouloir plaquer ce schéma en France, car les données institutionnelles sont très différentes. Au Brésil, le pouvoir est concentré entre les mains du maire qui représente l'exécutif. Le conseil municipal représente le législatif. Les élections municipales qui ont lieu tous les 4 ans se passent avec la présentation de deux listes distinctes, l'une pour l'élection du maire, l'autre pour l'élection du conseil municipal. Néanmoins des principes clés qui sont expérimentés à Porto Alegre peuvent être repris ici.

Sujets abordés

Santé, Culture, Développement de la ville..., le Budget Participatif touche tous les domaines de la vie en ville

La mairie de Porto Alegre avait conscience d'être dans une démarche innovante, qui avait besoin de se corriger au fur et à mesure. Ainsi, au début, l'élaboration du budget ne procédait que de la consultation des quartiers, ce qui engendrait des effets pervers, la prise en compte des besoins élémentaires des bidonvilles se faisant au détriment d'une planification sur l'ensemble de la ville, la participation des classes moyennes étant très faible, et les thématiques transversales quasiment absentes. Pour remédier à ces dérives, en 1994, la mairie créa en plus des seize commissions géographiques, cinq commissions thématiques, ouvertes à tous les habitants de Porto Alegre : transports et circulation, santé et assistance sociale, éducation et culture, développement économique et fiscalité, organisation de la cité et développement urbain. Ces commissions thématiques comme les commissions géographiques élisent chacune deux

conseillers du Budget Participatif. De nouvelles couches sociales sont ainsi venues participer : étudiants, intellectuels, syndicalistes, artisans, commerçants.

De plus, en dehors de la démarche Budget Participatif, la mairie a ouvert de nombreux autres espaces de participation, sur la planification, sur la culture, sur la petite enfance, contre la violence, contre les discriminations et le racisme, etc.

À Porto Alegre, les habitants sont appelés à débattre de l'ensemble de la politique de la ville et à peser en continu sur son orientation d'une manière significative.

Le Budget Participatif est ouvert à tout habitant à partir de 16 ans, jeune, vieux, mère de famille, étudiant, chômeur, cadre, syndicaliste, etc. La première réunion plénière de l'année a lieu lorsque le maire vient sur le quartier et dans les commissions thématiques, en mars. Ces assemblées de plus de mille personnes sont très animées. On y débat vigoureusement.

La population d'un quartier réunie en séance plénière du Budget Participatif. - in "Quand les habitants gèrent vraiment leur ville" Tarso Genro, Ubiratan de Souza -



Les habitants votent aussi pour désigner leurs délégués, (un pour dix) qui coordonneront les discussions, et les aideront à définir leurs demandes.

Une personne égale une voix, que la personne soit “simple habitant” ou organisée au sein d’un parti, d’un syndicat ou d’une association. Il n’y a aucune voix prépondérante... Si quelqu’un veut obtenir un type de travaux, il doit faire venir ses voisins aux réunions et les convaincre du bien fondé de sa demande pour avoir quelque chance qu’elle soit retenue au terme du processus. Cette disposition suscite une importante mobilisation chez les habitants et la question de la participation ne se pose plus.

Une enquête réalisée en 1998 recensait 118 000 personnes présentes aux plénières. Cette étude assez fine dresse le profil des participants selon la commission fréquentée ; ce qui corrobore les différences selon le type de com-

missions dans lesquelles chacun s'investit. Dans les quartiers, il y a plus de personnes ayant un faible niveau de revenus, un niveau d'instruction du premier degré, plus de travailleurs manuels sans qualification. Dans la commission thématique Education et Culture, par exemple, on trouve plus de 50% de personnes ayant un niveau d'instruction élevé. Cette tendance n'est cependant pas un réel clivage.

Echelles de territoire

Une pratique démocratique qui, partant du quartier, permet peu à peu à l'habitant de se sentir concerné par l'ensemble de la ville

Au début ceux qui viennent spontanément sont souvent là pour résoudre leur propre problème personnel, installation de l'électricité dans leur maison, légalisation foncière de leur terrain, asphaltage de leur rue pour sortir de la boue... Le mécanisme du Budget Participatif qui donne droit à un délégué pour dix personnes présentes les incite fortement à discuter avec leurs voisins et à les encourager à venir à la réunion. Il y a déjà à ce stade un début de socialisation de son problème personnel, qui s'approfondit dans la phase suivante où le quartier doit définir ses priorités. En argumentant, chacun peut expliquer aux autres le bien fondé de ses attentes, en écoutant, chacun découvre les besoins des autres. Cette mise en commun s'effectue au niveau du quartier.

Mais c'est surtout dans la phase ultérieure de discussion du budget de toute la ville que se fait le plus grand

apprentissage de la citoyenneté. Les demandes issues des quartiers et qui ont toute leur légitimité interne ont été recueillies en juillet par les services de la mairie. En septembre, au moment où est élaborée une hypothèse budgétaire à partir de ce recueil de demandes, il apparaît clairement que les recettes budgétaires ne peuvent couvrir la totalité des demandes. Il faut donc dégager des priorités dans cette première liste.

Livre sur le processus écrit par Tarso Genro et Ubiratan de Souza, maire et responsable du Budget Participatif



Ce n'est pas le maire tout seul qui effectue ce travail de choix. Les critères de priorité ont été arrêtés au cours de discussions qui ont eu lieu en décembre de l'année précédente, entre la mairie et les conseillers du Budget Participatif, représentant les habitants. Ce sont ces critères qui sont appliqués. Francisco, délégué de quartier, venu présenter l'expérience de Porto Alegre dans plusieurs villes françaises, montrait très fièrement, dans le cahier des investissements retenus pour l'année 1999, la page où était inscrite la réfection de la place de son quartier, et ajoutait :

« ça fait dix ans que nous la demandons, mais nous avons découvert qu'il y avait des habitants plus dans le besoin que nous, nous avons dû attendre notre tour et nous avons fini par obtenir gain de cause »

On passe ainsi d'une revendication légitime personnelle à la découverte des besoins de l'entourage, puis à la

prise de conscience de la relativité de ces besoins par rapport à ceux des autres citoyens.

Pour que les conseillers du Budget Participatif élus chaque année par les assemblées populaires puissent effectuer leur mission, en dépassant la simple vision de leur propre territoire, dès leur élection, en juillet, le “bus du Budget Participatif” les emmène dans toute la ville à la rencontre de ceux qu’ils ne connaissent pas. Zelda, nouvelle conseillère du Budget Participatif du quartier Parténon :

« Je suis mère de famille nombreuse, je n’étais jamais sortie de mon quartier. J’ai découvert ma ville avec le Budget Participatif. Maintenant, par exemple, si je vois en ville un arbre tombé dans une rue, je me sens concernée et j’avertis la mairie pour qu’elle l’enlève. »

Mais, il y a plus. Les habitants de Porto Alegre, d’une manière assez paradoxale sont amenés à travers ce

processus à se situer dans le système socio-économique global par-delà les frontières de la ville. Martine Toulotte et Sidiki Daff ont pu plusieurs fois le vérifier en novembre. Sur le terrain avec des habitants qui leur montraient comment leur bidonville (favela) avait été transformé par le Budget Participatif, ils ont découvert que ces derniers supportaient d'autant plus mal leur situation de misère, sans boulot, sans ressources, que leur environnement immédiat s'était amélioré. À la fin de cette visite, ces habitants ont tenu à les emmener à une manifestation dénonçant la politique néo-libérale d'Enrique Cardoso (président du Brésil) qu'ils accusent d'être responsable de leur misère.

Le processus du Budget Participatif implique directement que les habitants se situent à plusieurs niveaux de territoire, voisinage, quartier, ville, mais indirectement développe un niveau de conscience plus global.

La démarche mise en œuvre à Porto Alegre passe toujours par de longs débats avec la population, en décembre, et chaque point d'accord est codifié, écrit. Ces règles, coproduites par la mairie et la population représentée par les conseillers du Budget Participatif, élus chaque année, sont exposées dans une plaquette : "Règlement du Budget Participatif". Y sont décrits les modes de désignation des délégués et des conseillers du Budget Participatif, et les critères de priorité des investissements retenus. Par exemple, pour 2000, ces critères étaient : la population du quartier, la carence en équipements, la priorité choisie par le quartier.

En mars, lorsque le maire se rend dans chaque quartier, il présente ces nouvelles règles à l'assemblée plénière d'habitants et remet à chacun la plaquette. Ces règles sont valables pour un an, durée au cours de laquelle elles

sont strictement applicables, et ne peuvent être contestées ni par les habitants, ni par la mairie. En fin d'année, ce cadre contraignant est revu en fonction des critiques des uns et des autres.

D'autres documents écrits permettent aux habitants d'exercer leur fonction de contrôle, en particulier le cahier des investissements. Chaque année, après l'adoption du Budget en novembre, les services de la mairie établissent un cahier qui détaille par quartier d'une manière lisible et précise les chantiers programmés, le coût prévu, l'échéance. Ce cahier est aussi remis à chaque participant par le maire, en mars, lors de la réunion plénière. C'est en se fondant sur ce document que les habitants peuvent interpellier le maire lorsque les engagements ne sont pas respectés.

Influence sur l'action publique

Le Budget Participatif bouscule profondément les relations maire - habitants - services

La décision de mettre en place le Budget Participatif part du maire qui, lors de sa campagne municipale, s'est engagé à gérer la ville avec les habitants. Dès son élection, les associations d'habitants, échaudées par les promesses non tenues du précédent maire, se sont manifestées pour l'obliger à tenir ses engagements. La volonté municipale prend appui sur cette forte organisation des communautés de base. Néanmoins, elle trouve

Transfert de Vila Cai-Cai. Cette photo montre l'état de la Vila, une des plus misérables de la ville, dans le quartier de Guaíba .../...



sa source dans la pensée politique du Parti des Travailleurs de Porto Alegre, qui a comme objectif principal de revivifier la démocratie. Le maire va donc créer peu à peu divers outils qui placent les citoyens au centre des choix, son rôle étant d'assurer que les services de la mairie fonctionnent en respectant leurs volontés.

Selon les phases du budget, les habitants, le maire, les services sont dans des rapports différents.

En mars, lorsque le maire vient sur les quartiers avec les responsables municipaux, il vient rendre des comptes aux habitants.

Pendant les trois mois qui suivent, les habitants, pour définir leurs priorités, se réunissent entre eux, sans personne de la mairie. En revanche ils peuvent ponctuellement inviter les services pour avoir un certain nombre d'informations.

Fin juin, lorsqu'ils se sont mis d'accord sur leurs priorités pour l'année, ils remplissent une feuille type, sur laquelle ils indiquent précisément ce qu'ils veulent et la remettent à la mairie qui la dispatche dans les services. Ces derniers ne construisent le budget qu'à partir de ces demandes qui remontent de la base. C'est un mode d'élaboration du budget complètement nouveau.

En septembre, il faut faire des choix à l'intérieur d'une première hypothèse budgétaire, qui dépasse les recettes disponibles. Ces choix ne sont pas faits par le maire ou les services municipaux, mais par l'application des critères budgétaires déterminés l'année précédente par la population, après débat avec le maire. Les conseillers du Budget Participatif, représentants des assemblées populaires qui ont établi les premières demandes, veillent au respect de cette règle par les services.

Les relations maire - habitants - services sont complètement bouleversées par rapport à un schéma classique. Comme le dit Teresa dans une vidéo tournée en 1998 :

« Maintenant, c'est nous qui définissons ce qui doit être réalisé. C'est moi, en tant que conseillère du Budget Participatif de mon quartier, qui ai surveillé la manière dont le camion de la mairie faisait les trottoirs chez nous ».

Les représentants des habitants font même partie avec le maire, le secrétariat général et le syndicat des employés municipaux d'une commission de gestion du personnel qui discute de la création et de la répartition des postes au sein de la mairie. Et comme l'a dit Marila, en novembre :

« Certains petits chefs, qui autrefois ne quittaient pas leur bureau et nous regardaient de haut, sont maintenant présents dans les favelas pour discuter avec nous de ce que nous voulons ».

Transformation des participants

La transformation des conditions de vie quotidienne des plus pauvres s'accompagne d'une transformation psychologique et sociale

Les habitants participent, parce qu'au fil des années ils ont pu tester la crédibilité de la démarche. Au début, en 1988, ils étaient environ 700 pleins d'enthousiasme, vite refroidis par l'étroitesse de la marge financière disponible en regard de l'importance de leurs besoins.

.../... Les habitants de Vila Cai-Cai ont été transférés vers le quartier de Cavahada, dans un secteur déjà urbanisé : les nouvelles constructions. - in "Quand les habitants gèrent vraiment leur ville" Tarso Genro, Ubiratan de Souza -



Aussi, les deux années suivantes, ce chiffre est tombé à 400, puis à 200. Une fois de plus, ils ont eu l'impression d'avoir été bernés. Ce n'est que progressivement, en voyant sortir de terre ce qu'ils avaient demandé, qu'ils ont commencé à venir de plus en plus nombreux, 10 000, 20 000, puis plus de 100 000...

Sur le terrain, on découvre que le premier moteur de leur engagement est la transformation de leurs conditions de vie. Les habitants rencontrés en novembre, faisant visiter leur quartier, ancienne "favela" (bidonville) édiflée sur les collines, ont montré fièrement aux deux membres de l'équipe Capacitation Citoyenne les améliorations obtenues par le Budget Participatif. La rue asphaltée qui a remplacé le chemin boueux dégringolant jusqu'à la ville, le camion d'ordures qui vient vider les poubelles, le facteur qui passe et leur porte du courrier, la

crèche avec ses enfants et leur petit tablier de couleur.

Mais ce serait une grave erreur de sous-estimer les profonds changements psychologiques que ce processus a aussi provoqué chez les habitants de Porto Alegre. La première chose qui saute aux yeux et qui s'entend partout, c'est la dignité retrouvée. Felipe :

« Avant, nous nous sentions comme des mendiants, chaque fois que nous allions réclamer quelque chose à la mairie. Maintenant, nous sommes respectés... Dans mon quartier, l'autre jour, il y a une vieille dame, analphabète, qui s'est levée et qui a dit au maire "aujourd'hui, je suis quelqu'un". Cela m'a beaucoup ému. Si une personne éprouve le besoin de dire tout fort, dans une grande assemblée, une telle chose, cela veut dire qu'il se passe pour elle quelque chose de très important ».

Par-delà ce sentiment de fierté partagée par beaucoup, le Budget Participatif

a rendu les habitants citoyens et directement concernés par la gestion de la ville :

« Aujourd'hui, nous savons comment fonctionne la machine budgétaire. Ce qui était avant pour nous un mot barbare est devenu une réalité... Nous avons compris que nos impôts servent à financer les travaux dans nos quartiers... Le Budget Participatif est à nous. Nous ne laisserons personne nous l'enlever. »



Participants rencontrés qui ont permis la production de ce livret :

Andre, Angelica, Felipe, Luciano, Marila, Sérgio, Teresa, Zelda.

Rédaction du livret : Martine Toulotte

Contacts : Sidiki Abdoul Daff

Tél./Fax: (00) 221 837 12 10

e mail : sidiki.daff@sentoo.sn

Réseau

“Démocratiser

radicalement

la démocratie”

Jean Blaise Picheral

Tél./Fax: 33(0)3 28 65 17 99

e mail : jb.picheral@netinfo.fr

Martine Toulotte

Tél./Fax: 33(0)4 76 51 85 88

e mail : martine.toulotte@wanadoo.fr

livre : “Quand les habitants gèrent vraiment leur ville”

Tarso Genro, Ubiratan de Souza. 35f + frais d’envoi 18f

Edition Charles Léopold Mayer 35 rue St Sabin 75011 Paris

vidéo : “Nous, habitants de Porto Alegre,

décidons ce qui est bon pour notre ville”

se la procurer auprès de Martine Toulotte

L'équipe du réseau Capacitation Citoyenne :

AGUR (Agence d'Urbanisme
de la Région Flandres Dunkerque)
e-mail : com.agur@netinfo.fr
Tél. : 33(0)3 28 58 06 30

Jean Ysebaert
38, quai des Hollandais
59 140 Dunkerque
Fax : 33(0)3 28 59 04 27

arpenteurs
e-mail : arpenteurs@free.fr
Tél. : 33(0)4 76 53 19 29
Fax : 33(0)4 76 53 16 78

Pierre Mahey
9, place des Ecrins
38 600 Fontaine

AURG (Agence d'Urbanisme
de la Région Grenobloise)
e-mail : martine.toulotte@wanadoo.fr
Tél. : 33(0)4 76 28 86 00

Martine Toulotte
21, rue Lesdiguières
38 000 Grenoble
Fax : 33(0)4 76 28 86 12

CERPAC (Centre d'Etudes et de Recherches
Populaires pour l'Action Citoyenne)
Tél. : (00)22/18 37 12 10

Sidiki Abdoul Daff
e-mail : sidiki.daff@sentoos.n

Periferia
e-mail : periferia@skynet.be
Tél./Fax: (00)32/2 544 07 93

Patrick Bodart
45, rue de Hollande
B-1060 BRUXELLES

Conception graphique et réalisation : © « arpenteurs » 2000
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.



Réseau Capacitation Citoyenne

Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville

Financement de l'Etude-Action :

Délégation Interministérielle à la Ville, UNESCO, Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque.

Financement de l'impression :

Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque, Agence d'Urbanisme de la Région Flandres Dunkerque.

